Le journal des Marchés Publics Public Contracts Journal

Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

ARMP
Agence de Régulation
des Marchés Publics

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SECRETARIAT GENERAL

AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

CERTIFICAT DE NON-EXCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS
CERTIFICATE OF NON-EXCLUSION FROM PUBLIC CONTRACTS

010703

I- Informations sur l'Appel d'Offres (AO) / Information on Tender

N° de l'AO / Tender No. : B18/DC/CIPM/ARMP du 09/07/2016

MO ou MOD / CA or DCA : ARMP

Objet / Subject : RELOOKAGE DE LA PLATEFORME DU SITE WEB

II- Quittance / Receipt

N° / No. : 16092369

Date et lieu : 09/06/2016
Date and place

Je soussigné, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, certifie que la base des informations disponibles à l'ARMP ce jour :
I, the undersigned Genral Manager of the Public Contracts Agency based on the informations available at the PCRA on this day, hereby certify that:

L'Entreprise GRAPHIQUE DESIGN S.A
The Company

Adresse, Téléphone et Fax NORD BP:845
Adress, Phone and Fax

N° Contribuable P587912365478T N° Registre de Commerce RCGSG4125
Taxation Reference No. Commercial Registration No.

Ne figure pas sur la liste des entreprises exclus des marchés publics / Does not figure on list of Companies excluded from the public Contracts

Fait à Maroua le 09/06/2016
Done at

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
THE GENERAL MANAGER

010703014654801135611

B.P : 6604 Yaoundé Adresse de vérification: www.pridesoft.arp.cm/cne SMS: 695539718 Site web: www.arp.cm

Le CNE
ELECTRONIQUE
est désormais disponible !
(e-CNE)

Accès Facile
Sécurisé

DANS CE NUMERO :

- Formulaire de demande de CNE
- Formulaire d'abonnement au Journal

DEFENSE

01

SANTE PUBLIQUE

02

RURAL

01

INFRASTRUCTURE

01

ADMINISTRATION

03

N° 1210

20 Décembre 2016

20 December 2016

17H00/5:00 PM

B.P: 6604 Yaoundé - Cameroun
Fax : 222 206 043 / 222 203 326
Tél : 222 201 803 / 222 200 008 / 222 200 009

E-mail : infos@arp.cm
Internet : www.arp.cm

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique

Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique

Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :

N° Carte Contribuable(*) :

N ° Registre de Commerce(*) :

Statut Juridique(*) : ETS SARL SA

Type Entreprise(*) : TPE PE PME PMI GE

Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :

Adresse(**) : B.P. :

Tél.(*) : Fax :

E-mail(*) :

Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO AOIR AONO AONR BC DC DP AMI/ASMI GG

Exercice(*) :

Référence(*) :

Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :

Objet(*) :

.....

Montant(en chiffres)(*) :

Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : Express Union (N° 91190008943026) CC EC-SA (N° 100-017265-314-30) BICEC (N° 97568660005/16)

Banque Atlantique (N° 9510173000510) SCB-CAMEROUN (N° 9000019311691) Paierie Générale

N° Reçu Versement/Virement(*) :

Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : Oui Non | Copie Carte Contribuable : Oui Non

Copie de la Commande Publique (BCA, AAO)(*) : Oui Non | Copie Registre de Commerce : Oui Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.
(**) quartier, rue, etc....

SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1	Reference	05 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 05 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15/12 /2016 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DE L'ADAMAOUA A NGAOUNDERE FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DE LA MIRAP, EXERCICES 2016 ET SUIVANT, PARAGRAPHE 220305
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	05-01-2017

2	Reference	06 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 06 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15/12 /2016 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DE LA REGION DE L'EST A BERTOUA FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DE LA MIRAP, EXERCICES 2016 ET SUIVANT, PARAGRAPHE 220308
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	09-01-2017

3	Reference	07 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 07 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15/12 /2016 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DU NORD A GAROUA FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DE LA MIRAI, EXERCICES 2016 ET SUIVANT, PARAGRAPHE 220304
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	09-01-2017

4	Reference	01/2016/REOI/LIFIDEP Lire
	Titre/objet	REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST NO 01/2016/REOI/LIFIDEP FOR THE RECRUITMENT OF INDIVIDUAL CONSULTANTS FOR THE LIVESTOCK AND FISHERIES DEVELOPMENT PROIECT (LIFIDEP) FOR THE NORTH WEST REGION OF CAMEROON
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	19-01-2017

5	Reference	118/ASMI/MINTP/2016 DU 16/12/2016 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 118/ASMI/MINTP/2016 DU 16/12/2016 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES REVETUES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	10-01-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

6	Reference 116/ASMI/MINTP/2016 DU 19/12/2016 Lire Titre/objet AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 116/ASMI/MINTP/2016 DU 19/12/2016 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES EN TERRE PRINCIPALES OU RURALES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017 Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières Date de cloture 10-01-2017
----------	---

7	Reference Communiqué d'attribution N°015/AONO/HGD/CIPM/2016 Lire Titre/objet COMMUNIQUÉ D'ATTRIBUTION N°015/AONO/HGD/CIPM/2016 DU 19/12/2016 RELATIF À L'APPEL D'OFFRE N°013/MSP/AONO/HGD/CIPM/ 2016 DU 25/10/2016 Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
----------	--

8	Reference Communiqué d'attribution N°016/AONO/HGD/CIPM/2016 Lire Titre/objet COMMUNIQUÉ D'ATTRIBUTION N°016/AONO/HGD/CIPM/2016 DU 19/12/2016 RELATIF À L'APPEL D'OFFRE N°015/MSP/AONO/HGD/CIPM/ 2016 DU 25/10/2016 Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
----------	--

9	Reference N° 021/AER/DG/DARH/SDA/SM/2016 Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 021/AER/DG/DARH/SDA/SM/2016 PORTANT ATTRIBUTION DE LA LETTRE-COMMANDE POUR LA SURVEILLANCE ET LA SÉCURISATION DES PERSONNES ET DES BIENS DE L'AER POUR L'EXERCICE 2017. N°006/AONO/AER/DG/CIPM/2016DU 20/10/2016 Nature de prestation Autres Infrastructures Date de cloture N/A
----------	---

10	Reference N°026/C/FEICOM/DG DU16-12-2016 Lire Titre/objet COMMUNIQUE N°026/C/FEICOM/DG DU16-12-2016 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 008/AONR/FEICOM/CIPM/2016 DU 30 MAI 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DES FONDS DOCUMENTAIRES DU FEICOM. Nature de prestation N/A Date de cloture N/A
-----------	--

11	Reference DECISION N°048.36/D/CUD/SG/DIVMAP/2016 Lire Titre/objet DECISION N°048.36/D/CUD/SG/DIVMAP/2016 PORTANT RÉSILIATION DU MARCHÉ N° 0102/M/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 NOTIFIÉ LE 29 JUIN 2015 PASSÉ APRÈS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°192/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 DU 21 OCTOBRE 2014 AVEC OASIS MOTORS S.A POUR L'ACQUISITION DU MATÉRIEL ROULANT ET ENGINs LOURDS POUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA — LOT N° 2 Nature de prestation N/A Date de cloture N/A
-----------	---

RESUME DES CONSULTATIONS

12	<p>Reference N°74/CW/DG/DSCM/CTR/2016 DU 12/12/2016 Lire</p> <p>Titre/objet N°74/CW/DG/DSCM/CTR/2016 DU 12/12/2016 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT D'ATTRIBUTION APRÈS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°019/AONO/CAMWATER/DSCM/CIPM/2016 DU 11/10/2016 RELATIF AUX TRAVAUX DE CÂBLAGE LOGIQUE ET ÉLECTRIQUE ONDULÉ ABRITANT LE SIÈGE SOCIAL ET LES AGENCES RÉGIONALE DE LA CAMWATER.</p> <p>Nature de prestation Autres Infrastructures</p> <p>Date de cloture N/A</p>
-----------	--

13	<p>Reference COMMUNIQUE N°060/C/PR/MINMAP/DR-LT/SMAS/EE/2016 Lire</p> <p>Titre/objet COMMUNIQUE N°060/C/PR/MINMAP/DR-LT/SMAS/EEE DU 13/12/16 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°043/037-B/AONO/MMINMAP/DR-LT/SMAS/CRPM-LT/2016, DU 21/10/2016. POUR LA FOURNITURE DE DEUX VEDETTES MOTORISÉES ET DEUX MOTEURS DE SECOURS À LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME(M DEPECAM) FINANCEMENT: BUDGET DE LA MIDEPECAM, EXERCICE 2016</p> <p>Nature de prestation Approvisionnements Généraux</p> <p>Date de cloture N/A</p>
-----------	---

14	<p>Reference COMMUNIQUE N°061/C/PR/MINMAP/DR-LT/SMI/EEE/2016 Lire</p> <p>Titre/objet COMMUNIQUE N°061/C/PR/MINMAP/DR-LT/SMI/EEE DU 19/12/16 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°044/DCO/DRMAP-LT/CRPM-LT/2016, DU 31/10/2016, RELATIVE AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTÉ INTÉGRÉ À MANKWA, DANS L'ARRONDISSEMENT DE MELONG, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, RÉGION DU LITTORAL. FINANCEMENT: PNDP III (IDA)/COMMUNE DE MELONG, EXERCICE 2016</p> <p>Nature de prestation N/A</p> <p>Date de cloture N/A</p>
-----------	---

15	<p>Reference N°004/CI/FEICOM/DG DU 16-12-2016 Lire</p> <p>Titre/objet COMMUNIQUE N°004/CI/FEICOM/DG DU 16-12-2016 DÉCLARANT LA DEMANDE DE COTATION N°013/DC/FEICOM/CIPM/2016 DU 28 OCTOBRE 2016 POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN SERVICE D'UN LOGICIEL SPSS D'ANALYSES STATISTIQUES POUR L'OBSERVATOIRE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL GILBERT BIWOLE DU FEICOM, INFRUCTUEUSE.</p> <p>Nature de prestation N/A</p> <p>Date de cloture N/A</p>
-----------	---

16	<p>Reference N°026/D/FEICOM/DG DU 16-12-2016 Lire</p> <p>Titre/objet DECISION N°026/D/FEICOM/DG DU 16 DEC 2016 PORTANT ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 008/AONR/FEICOM/CIPM/2016 DU 30 MAI 2016 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DES FONDS DOCUMENTAIRES DU FEICOM</p> <p>Nature de prestation N/A</p> <p>Date de cloture N/A</p>
-----------	--

MISSION DE RÉGULATION DES APPROVISIONNEMENTS DES PRODUITS DE GRANDES CONSOMMATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 05 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15/12 /2016 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DE L'ADAMAOUA A
NGAOUNDERE FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DE LA MIRAP, EXERCICES 2016 ET
SUIVANT, PARAGRAPHE 220305**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
220305

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

A la suite, des résultats encourageants enregistrés de 2012 à 2015 dans l'organisation des marchés témoins périodiques et marchés forains dans les villes de Yaoundé et Douala, avec la participation citoyenne de 809 organisations de producteurs, pour un niveau d'approvisionnement de 61 827 tonnes et un chiffre d'affaires réalisé de plus de 15 milliards F CFA par les différents partenaires de la MIRAP,

L'Administrateur de la MIRAP, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution de la phase 1 des travaux de construction d'un complexe de

magasins témoins de vente en procédure d'urgence clans la région de **I'ADAMAOUA à NGAOUNDERE.**

2. Consistance des prestations

- Les travaux comprennent notamment :
- Travaux Préparatoires ;
- Terrassement ;
- Construction d'un Bloc Type de 17 Comptoirs et 04 Bureaux
- Implantation
- Fondations ;
- Maçonnerie-élévation ;
- Charpente-Couverture ;
- Menuiserie ;
- Electricité ;
- Plomberie;
- Forage;
- Peinture ;
- V.R.D.
- Construction de la première phase du bloc sanitaire (compartiment de 02 WC et 01 d

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux est de **75 000 000 FCFA (soixante quinze millions)**

4. Allotissement

Les prestations sont présentées en un lot unique tel qu'indiqué au paragraphe 1 consacré à l'objet de l'Appel d'Offres

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Petites et Moyennes Entreprises de droit Camerounais.

6. Financement

Les travaux objet des différents lots du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement de la MIRAP, Exercices 2016 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire 220305. Le coût prévisionnel des travaux est de **75 000 000 FCFA (soixante quinze millions)**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule Financière de la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP) sise au quartier ELIG ESSONO, porte : 304, BP 12584 Yaoundé, Tél : 22223414567777755 / fax : 222 23 41 46 E-mail : mirap_cm@yahoo.fr ; dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Cellule Financière de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO à YAOUNDE, porte : 304 dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **75 000 FCFA (soixante quinze mille)**, payable au compte N°33598860001-94 (CAS-ARMP) domicilié dans toutes les agences BICEC.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra être déposée à la Cellule Financière de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO à YAOUNDE, porte 304, contre récépissé, au plus tard le 05/01/2017 à 13 Heures et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°05/A0NO/MIRAP/CIPMJ2016 DU 15 / 12 /2016

EN PROCEDURE D'URGENCE

POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA RÉGION DE L'ADAMAOUA A NGAOUNDERE

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **Trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou une compagnie d'assurances agréée et habilitée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce n°11 du DAO, d'un montant de **1 500 000 FCFA (un million cinq cent mille)** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date limite de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou une compagnie d'assurances agréée et habilitée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. Celle-ci, portant sur les pièces administratives, les offres techniques et financières, aura lieu le **05/01/2017 à 14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la MIRAP, dans la salle de réunion de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO,

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires porteront essentiellement sur:

1. L'absence d'une pièce administrative;
2. La Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
3. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans " l'Offre financière " ;
4. La non satisfaction d'au moins cinq (05) critères sur les huit (08) essentiels.

Sous peine de rejet, la caution de soumission et l'attestation de domiciliation Bancaire du Soumissionnaire produites en originaux, les autres pièces en originaux ou en' copies certifiées conformes. Ces justificatifs doivent être établis au moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offre.

2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1.	Le chiffre d'affaires au cours des deux dernières années (2014 et 2015) supérieur ou égale au montant du marché
2.	L'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières supérieur ou égal au coût prévisionnel du marché
3.	Disponibilité des références du soumissionnaire dans l'exécution des travaux similaires au cours des deux dernières années (2014 et 2015);
4.	Conformité de la qualification et expérience du personnel d'encadrement technique à mobiliser sur le marché
5.	Disponibilité du matériel essentiel en possession
6.	Pertinence et cohérence de la méthodologie
7.	Pertinence et cohérence du planning
8.	Une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire, signée et datée certifiant la visite du site

Seuls les Soumissionnaires ayant satisfait au moins cinq critères essentiels sur les huit à l'évaluation technique de l'offre financière

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui a recueilli six (06) « oui » sur les huit (08) critères essentiels et dont l'offre a été évaluée la moins - disante

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule MIRAP porte 304 / BP 1258e. Yaoundé, Tél : 222234145-677777755 / fax :222234146

E-mail : mirap_cm@yahoo.fr ; dès publication du présent avis.

YAOUNDE le 15 Décembre 2016

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

BAMZOK Ntol Cyprien

MISSION DE RÉGULATION DES APPROVISIONNEMENTS DES PRODUITS DE GRANDES CONSOMMATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 06 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15/12 /2016 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DE LA REGION DE L'EST A
BERTOUA FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DE LA MIRAP, EXERCICES 2016 ET SUIVANT,
PARAGRAPHE 220308**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
220308

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

A la suite, des résultats encourageants enregistrés de 2012 à 2015 dans l'organisation des marchés témoins périodiques et marchés forains dans les villes de Yaoundé et Douala, avec la participation citoyenne de 809 organisations de producteurs, pour un niveau d'approvisionnement de 61 827 tonnes et un chiffre d'affaires réalisé de plus de 15 milliards F CFA par les différents partenaires de la MIRAP,

L'Administrateur de la MIRAP, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution de la phase 1 des travaux de construction d'un complexe de magasins témoins de vente en procédure d'urgence dans la région de l'EST à BERTOUA.

2. Consistance des prestations

- Les travaux comprennent notamment :

- Travaux Préparatoires ;

-Terrassement ;

- Construction d'un Bloc Type de 17 Comptoirs et 04 Bureaux

-Implantation

-Fondations ;

- Maçonnerie-élévation ;

- Charpente-Couverture ;

- Menuiserie ;

-Electricité ;

-Plomberie;

- Forage;

-Peinture ;

- V.R.D.

- Construction de la première phase du bloc sanitaire (compartiment de 02 WC et 01 douche)

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux est 'de **75 000 000 FCFA (soixante quinze millions)**

4. Allotissement

Les prestations sont présentées en un lot unique tel qu'indiqué au paragraphe 1 consacré à l'objet de l'Appel d'Offres

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Petites et Moyennes Entreprises de droit Camerounais.

6. Financement

Les travaux objet des différents lots du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement de la MIRAP, Exercices 2016 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire 220305. Le coût prévisionnel des travaux est 'de **75 000 000 FCFA (soixante quinze millions)**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule Financière de la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP) sise au quartier ELIG ESSONO, porte : 304, BP 12584 Yaoundé, Tél : 22223414567777755 / fax : 222 23 41 46 E-mail : mirap_cm@yahoo.fr ; dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Cellule Financière de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO à YAOUNDE, porte : 304 dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **75 000 FCFA (soixante quinze mille)** . payable au compte N°33598860001-94 (CAS-ARMP) domicilié dans toutes les agences BICEC.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra être déposée à la Cellule Financière de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO à YAOUNDE, porte 304, contre récépissé, au plus tard le **09/01/2017 à 11 Heures** et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°06/A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15 / 12 /2016

EN PROCEDURE D'URGENCE

POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DE L'EST A BERTOUA

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

10. Délai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **Trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou une compagnie d'assurances agréée et habilitée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce n°11 du DAO, d'un montant de **1 500 000 FCFA (un million cinq cent mille)** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date limite de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou une compagnie d'assurances agréée et habilitée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. Celle-ci, portant sur les pièces administratives, les offres techniques et financières, aura lieu le **09/01/2017 à 12 heures** par la Commission Interne de Passation deS Marchés auprès de la MIRAP, dans la salle de réunion de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO,

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires porteront essentiellement sur :

1. L'absence d'une pièce administrative;
2. La Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
3. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans " l'Offre financière " ;
4. La non satisfaction d'au moins cinq (05) critères sur les huit (08) essentiels.

Sous peine de rejet, la caution de soumission et l'attestation de domiciliation Bancaire du Soumissionnaire produites en originaux, les autres pièces en originaux ou en, copies certifiées conformes. Ces justificatifs doivent être établis au plus tard, au moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1.	Le chiffre d'affaires au cours des deux dernières années (2014 et 2015) supérieur ou égale au montant du marché ;
2.	L'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières supérieur ou égal au coût prévisionnel du marché ;
3.	Disponibilité des références du soumissionnaire dans l'exécution des travaux similaires au cours des deux dernières années (2014 et 2015);
4.	Conformité de la qualification et expérience du personnel d'encadrement technique à mobiliser sur le marché ;
5.	Disponibilité du matériel essentiel en possession
6.	Pertinence et cohérence de la méthodologie
7.	Pertinence et cohérence du planning
8.	Une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire, signée et datée certifiant la visite du site

Seuls les Soumissionnaires ayant satisfait au moins cinq critères essentiels sur les huit à l'évaluation technique et financière de l'offre financière

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui a recueilli six (06) « oui » sur les huit (08) critères essentiels et dont l'offre a été évaluée la moins - disante

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule MIRAP porte 304 / BP 12584- Yaoundé, Tél : 222234145-677777755 / fax :222234146

E-mail : mirap cin@yahoo.fr ; dès publication du présent avis.

YAOUNDE le 15 Décembre 2016

Le ADMINISTRATEUR

BAMZOK Ntol Cyprien

MISSION DE RÉGULATION DES APPROVISIONNEMENTS DES PRODUITS DE GRANDES CONSOMMATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 07 /A0NO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15/12 /2016 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DU NORD A GAROUA
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DE LA MIRAI, EXERCICES 2016 ET SUIVANT,
PARAGRAPHE 220304**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
220304

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

A la suite, des résultats encourageants enregistrés de 2012 à 2015 dans l'organisation des marchés témoins périodiques- et marchés forains dans les villes de Yaoundé et Douala, avec la participation citoyenne de 809 organisations de producteurs, pour un niveau d'approvisionnement de 61 827 tonnes et un chiffre d'affaires réalisé de plus de 15 milliards F CFA par les différents partenaires de la MIRAP,

L'Administrateur de la MIRAP, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution de la phase 1 des travaux de construction d'un complexe de magasins témoins de vente en procédure d'urgence dans la région du **Nord à GAROUA**.

2. Consistance des prestations

- Les travaux comprennent notamment :
- Travaux Préparatoires ;
- Terrassement ;
- Construction d'un Bloc Type de 17 Comptoirs et 04 Bureaux
- Implantation
- Fondations ;
- Maçonnerie-élévation ;
- Charpente-Couverture ;
- Menuiserie ;
- Electricité ;
- Plomberie;
- Forage;
- Peinture ;
- V.R.D
- Construction de la première phase du bloc sanitaire (Compartiinent de 02 WC et 01 douche)

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux est de **75 000 000 FCFA (soixante quinze millions)**

4. Allotissement

Les prestations sont présentées en un lot unique tel qu'indiqué au paragraphe 1 consacré à l'objet de l'Appel d'Offres

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Petites et Moyennes Entreprises de droit Camerounais.

6. Financement

Les travaux objet des différents lots du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement de la MIRAP, Exercices 2016 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire 220305. Le coût prévisionnel des travaux est de **75 000 000 FCFA (soixante quinze millions)**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule Financière de la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP) sise au quartier ELIG ESSONO, porte : 304, BP 12584 Yaoundé, Tél : 22223414567777755 / fax : 222 23 41 46 E-mail : nirap_em@valtoo.fr ; dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Cellule Financière de la MIRAP sise au quartier EL1G ESSONO à YAOUNDE, porte : 304 dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable **de 75 000 FCFA (soixante quinze mille)**, payable au compte N°33598860001-94 (CAS-ARMP) domicilié dans toutes les agences BICEC.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra être déposée à la Cellule Financière de la MIRAP sise au quartier EL1G ESSONO à YAOUNDE, porte 304, contre récépissé, au plus tard le **09/01/2017 à 14 Heures** et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°07/AONO/MIRAP/CIPM/2016 DU 15 / 12 /2016

EN PROCEDURE D'URGENCE

POUR L'EXECUTION DE LA PHASE 1 DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE MAGASINS TEMOINS DE VENTE DANS LA REGION DU NORD A GAROUA

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet eu présent appel d'offres est de **Trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou une compagnie d'assurances agréée et habilitée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce n°11 du DAO, d'un montant de **1 500 000 FCFA (un million cinq cent mille)** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date' limite de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou une compagnie d'assurances agréée et habilitée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. Celle-ci, portant sur les pièces administratives, les offres techniques et financières, aura lieu le **09/01/2017 à 15 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la MIRAP, dans la salle de réunion de la MIRAP sise au quartier ELIG ESSONO,

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires porteront essentiellement sur :

1. L'absence d'une pièce administrative;
2. La Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
3. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans " l'Offre financière " ;
4. La non satisfaction d'au moins cinq (05) critères sur les huit (08) essentiels.

Sous peine de rejet, la caution de soumission et l'attestation de domiciliation Bancaire du Soumissionnaire doivent être impérativement produites en originaux, les autres pièces en originaux ou en' copies certifiées conformes. Ces justifications administratives doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres et être conformes aux modèles.

2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1.	Le chiffre d'affaires au cours des deux dernières années (2014 et 2015) supérieur ou égale au montant prévisionnel du marché ;	oui/non
2.	L'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières supérieur ou égal au coût prévisionnel du marché ;	oui/non
3.	Disponibilité des références du soumissionnaire dans l'exécution des travaux similaires au cours des deux dernières années (2014 et 2015);	oui/non
4.	Conformité de la qualification et expérience du personnel d'encadrement technique à mobiliser sur le chantier	oui/non
5.	Disponibilité du matériel essentiel en possession	oui/non
6.	Pertinence et cohérence de la méthodologie	oui/non
7.	Pertinence et cohérence du planning	oui/non
8.	Une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire, signée et datée certifiant la visite du site	oui/non

Seuls les Soumissionnaires ayant satisfait au moins cinq critères essentiels sur les huit à l'évaluation technique seront admis à l'analyse de l'offre financière

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui a recueilli six (06) « oui » sur les huit (08) critères essentiels et dont l'offre a été évaluée la moins - disante

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule MIRAP porte 304 / BP 1258% Yaoundé, Tél : 222234145-677777755 / fax :222234146

[Email:mirap_cm@yahoo.fr](mailto:mirap_cm@yahoo.fr) ; dès publication du présent avis.

YAOUNDE le 15 Décembre 2016

Le ADMINISTRATEUR

BAMZOK Ntol Cyprien

LIVESTOCK AND FISHERIES DEVELOPMENT PROJECT

REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST NO 01/2016/REOI/LIFIDEP FOR THE RECRUITMENT OF INDIVIDUAL CONSULTANTS FOR THE LIVESTOCK AND FISHERIES DEVELOPMENT PROJECT (LIFIDEP) FOR THE NORTH WEST REGION OF CAMEROON

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Context

The Government of the Republic of Cameroon has obtained financing from the Islamic Development Bank (IDB) toward the cost of the Livestock and Fisheries Development Project (LIFIDEP), in the North West Region of Cameroon, and intends to apply part of the proceeds for various consultant services. These services include individual consultants for the following.

LOT 1: Studies for the putting in place of a Livestock Security System

LOT 2: Environmental Study

LOT 3: Training Programs Related to Sanitary and Phytosanitary measures /Technical Barriers to Trade (SPS/TBT),

LOT 4: Study on micro credit scheme

LOT 5: Midterm and final Evaluations

2. Subject of the invitation to tender

FOR THE RECRUITMENT OF INDIVIDUAL CONSULTANTS FOR THE LIVESTOCK AND FISHERIES DEVELOPMENT PROJECT

3. Nature of services

Each study and/or training program will cover all of the North West Region of the Republic of Cameroon, made up of seven (7) Administrative Divisions and covering an estimated area of 17 812 km² (about 1.8 million ha).

4. Participation and origin

The Project Coordinator now invites **eligible Local Consultants** to indicate their interest in providing the services. Interested individual consultants who have experience in the fields for which they are requesting for pre qualification, must provide information indicating that they are qualified to perform the services (detailed curriculum vitae indicating their qualifications and Experience In similar field and conditions)

5. Financing

Islamic Development Bank Financing (May 2009).

6. Submission of bids

Expressions of interest must be sealed and delivered in quadruplet, one (1) original and three (3) copies marked as such, addressed to the Project Coordinator , Livestock and Fisheries Development Project, PMU Building Ayaba street, PO Box 142, Bamenda, Cameroon . The Expressions of Interest should be Deposited in the Secretariat of the Project Coordinator on or **before 19/01/2017 at 12 midday local time (GMT+1)** and should carry the inscription:

"Request for Expression of Interest for individual Consultants for the Livestock and Fisheries Development Project (LIFIDEP) for the North West Region. Lot N°..... for..... "

7. Composition of bid

Each individual consultant should state which lot(s) he is seeking prequalification. A consultant can express interest in more than one lot, in which case (s)he will provide the information requested in 4 above for each lot and in a separate document

8. Evaluation criteria

The consultants will be selected in accordance with the procedures set out in the Guidelines for the Use of Consultants under Islamic Development Bank Financing (May 2009).

Interested consultants that may need further clarification could do so in writing or E-mail to: The Project Coordinator Livestock and Fisheries Development Project (LIFIDEP), PMU Building Ayaba street, PO Box 142, Mankon Bamenda, E-mail: lifidepnwrf@gmail.com. Tel.(+237) 691046 397, at least 15 days before the closing date for submission of Expressions of Interest.

9. Complementary information

Interested consultants that may need further clarification could do so in writing or E-mail to: The Project Coordinator Livestock and Fisheries Development Project (LIFIDEP), PMU Building Ayaba street, PO Box 142, Mankon Bamenda, E-mail: lifidepnwrf@gmail.com. Tel.(+237) 691046 397, at least 15 days before the closing date for submission of Expressions of Interest.

10. Evaluation and publication of results

N/A

BAMENDA le 19 Décembre 2016

Le COORDONNATEUR

JOHN BEGHENI NDEH

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 118/ASMI/MINTP/2016 DU 16/12/2016 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES REVETUES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Dans le cadre des opérations de maintenance du Réseau Routier National, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, à l'intention des entreprises du secteur du BTP qui désirent participer à la pré-qualification en vue de l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines routes revêtues.

Ces prestations seront financées par le Budget du Ministère des Travaux Publics au titre de l'Exercice Budgétaire 2017

2. Objet

Le présent avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt vise la pré-qualification des entreprises devant participer aux Appels d'Offres Nationaux Restreints relatifs à l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines routes revêtues du Réseau Routier National

3. Consistance des prestations

Globalement, les travaux attendus des entreprises comprennent :

a. LES TRAVAUX GÉNÉRAUX

- le projet d'exécution ;
- l'installation de chantier ;
- la prise en compte des mesures environnementales ;

b. LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE DÉGAGEMENT DES EMPRISES

- le nettoyage-débroussaillage de l'emprise,
- la dépose ou démolitions nécessaires au dégagement de tous obstacles non ancrés dans le sol et facilement manœuvrables et/ou démontables dans une zone de sécurité (poteaux électriques, panneaux de signalisation ou publicitaire renversés et déconnecter du sol, étales de marchand...).

c. LES TRAVAUX DE CHAUSSÉE ET ACCOTEMENTS

- la préparation et l'élaboration des matériaux de chaussée ;
- les travaux de traitement des nids de poule et de pontage des fissures;
- les travaux de déflachage.

d. LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE DRAINAGE

- les travaux de curage, d'entretien et de réparation de l'assainissement longitudinaux (fossés en terre, fossés bétonnés ou maçonnés de type triangle et trapèze et caniveaux rectangulaire, dalettes de couverture) ;
- l'entretien et réparation des buses.

e. OUVRAGES D'ART

- les travaux d'entretien courant (nettoyage, remise en état, etc) des ouvrages d'art (garde-corps, gargouilles, réparations des joints, inventaire des dégradations importantes à réparer à un niveau supérieur (appareil d'appui, enrochement visibles, fissures au niveau des endroits difficilement accessibles)

f. SIGNALISATION ET ÉQUIPEMENT

- la signalisation horizontale : matérialisation des voies de circulation et des passages pour piétons par marquages sur chaussées ;
- la signalisation verticale : redressement et remise en état éventuelle des panneaux
- la réparation des balises de virage, des bornes penta kilométriques de barrière GBA et DBA.

g. EQUIPEMENTS DIVERS (PEAGE ET PESAGE)

Le traitement des voies de circulations et parkings (nids de poule, fissures, déflachage, etc.).

4. Participation et origine

1. Etre une entreprise ou un groupement d'entreprise du secteur du BTP.
2. Justifier les capacités administratives, techniques et financières requises et notamment

- Présenter un dossier administratif conforme;
- Disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;

3. Justifier d'une bonne expérience dans des projets similaires ou des capacités technique et logistique dûment constatées par le MINTP

5. Remises des offres

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies doivent être remis sous pli fermé et scellé à la Sous-direction des Marchés Publics du Ministère des Travaux Publics, Immeuble Ministériel N°1, 11^{ème} étage, porte 08, le 10/01/2017 à 15 heures précises au plus tard, heures locales avec la mention :

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 118/ASMI/MINTP/2016 DU 16/12/2016 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES REVETUES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

6. Composition du dossier

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués et feront l'objet de vérification.

1 : Volume 1 (Pièces administratives)

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner aux Appels d'Offres Nationaux Restreints s'il est présélectionné ;
- l'original de l'attestation de non-redevance;
- une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
- l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP.
- l'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable et précisant l'objet de la soumission et le numéro de l'Appel d'offres
- l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
- l'accord de groupement, le cas échéant.

Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

2-1 : Les moyens humains :

L'entreprise devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel clé composé de :

N°	Personnels clés
1	Conducteur des Travaux, Ingénieur de génie Civil (Bac + 5 minimum) ayant au moins trois (03) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics ou Ingénieur des Travaux de génie Civil (Bac + 3 minimum) ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics et ayant au moins deux (02) projets à ce poste dans le domaine de l'entretien des routes revêtues ou des travaux routiers similaires;

2	Chef de chantier No1 (Chaussée/Terrassement), Technicien Supérieur de Génie Civil ayant cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics ou Ingénieur des Travaux du Génie Civil, ayant au moins trois (03) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics et au moins un (01) projet au poste de chef de chantier dans le domaine de l'entretien des routes revêtues ou des travaux routiers similaires ;
3	Chef de chantier No2 (Ouvrages/Assainissement), Technicien Supérieur de Génie Civil ayant cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics ou Ingénieur des Travaux du Génie Civil, ayant au moins trois (03) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics et au moins un (01) projet au poste de chef de chantier dans le domaine des ouvrages d'art ou des travaux similaires ;
4	Responsable du Laboratoire Géotechnique, Technicien de Génie Civil ayant au moins cinq (05) ans ou un Technicien Supérieur du Génie Civil ayant trois (03) ans d'expérience pratique dans le domaine de laboratoire géotechnique et au moins un (01) projet à ce poste dans le domaine de l'entretien des routes revêtues ou des travaux routiers similaires;
5	Responsable Administratif : Bachelier ou plus ayant au moins un (01) and'expérience générale.

NB : - On entend par « travaux routiers similaires », les projets de construction ou de réhabilitation des routes revêtues.

- Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées à savoir :

- le curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente;
- l'attestation de présentation de l'original du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente;
- l'attestation de disponibilité signée de chaque personnel ;
- l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour le personnel proposé au poste de conducteur de travaux.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour le personnel considéré, la note zéro(0).

2-2 : Les références de l'entreprise

L'entreprise devra fournir les documents attestant qu'elle a réalisé avec succès au cours des dix (10) dernières années au moins deux (02) projets dans le domaine de l'entretien des routes revêtues ou de travaux routiers similaires.

Pour être validée, chaque référence, devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de l'extrait du contrat comportant les 1ère, 2ème, 3ème et 4ème pages, ainsi que les pages des détails estimatifs et celles de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles;
- Le procès-verbal de réception des travaux et/ou l'attestation de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage ou ses services.

2-3 : Les moyens logistiques techniques et matériels

Le candidat doit justifier la possession en propre ou en location les moyens logistiques, techniques et matériels ci-après :

- Un compacteur à pneus
- Un Compacteur à rouleau
- Deux Véhicules de liaison pick-up
- Deux camions bennes
- Un Camion-Citerne à eau
- Une Pelle chargeuse
- Une Niveleuse avec scarificateur
- Une répandeuse à liant
- Un gravillonneur
- Une Balayeuse

- Le matériel de laboratoire géotechnique de base (densitomètre, moule protor, dames proctor, balances, série de tamis, gamelles, balance électronique, thermomètre pour prise de température des enrobés, pied à coulisse, cône d'abrams, moules cylindriques, presse hydraulique).

NB : La localisation dudit matériel doit être précisée étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage, en cas de besoin.

2-4 : L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général de l'entreprise, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

7. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

1 : Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Dossier technique incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- N'avoir pas présenté un conducteur des Travaux ayant la qualification exigée dans le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt ;
- Non satisfaction d'au moins 18 critères sur l'ensemble des 26 critères essentiels.

2 : Critères essentiels

- Personnel clé (sur 11 points) ;
- Les références du candidat (sur 2 points) ;
- Moyens logistique et matériel (sur 13 points).

L'avis d'Appel d'Offres restreint à lancer à la suite de cette sollicitation à manifestation d'intérêt tiendra lieu de résultat de la pré-

8. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours ouvrables au « Ministère des Travaux Publics, Direction des Affaires Générales, Sous-direction des Marchés Publics, Immeuble 11^{ème} étage, porte 08, Téléphone +237 222 22 95 11

9. Evaluation et publication des résultats

Les entreprises retenues à l'issue de cette évaluation seront consultés pour les Appels d'Offres Nationaux Restreints relatifs aux travaux d'entretien courant de certaines routes revêtues du Réseau Routier National conformément au Décret N°2004/275 p. 10 des Marchés Publics du Cameroun.

YAOUNDE le 10

NGANOU DJOUM

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 116/ASMI/MINTP/2016 DU 19/12/2016 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES EN TERRE PRINCIPALES OU RURALES POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Dans le cadre des opérations de maintenance du Réseau Routier National, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, à l'intention des entreprises du secteur du BTP qui désirent participer à la pré-qualification en vue de l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines routes en terre principales ou rurales.

Ces prestations seront financées par le Budget du Ministère des Travaux Publics au titre de l'Exercice Budgétaire 2017.

2. Objet

Le présent avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt vise la pré-qualification des entreprises devant participer aux Appels d'Offres Nationaux Restreints relatifs à l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines routes en terre principales ou rurales du Réseau Routier National

3. Consistance des prestations

Globalement, les travaux attendus des entreprises comprennent :

- le projet d'exécution ;
- le désherbage-débroussaillage des abords de la route ;
- la réparation par point à temps de la couche de roulement ;
- la remise en forme de la plate-forme sans modification du tracé ;
- des travaux de terrassements généraux pour le réaménagement ponctuel de la plate-forme, en particulier, le rehaussement de la plate-forme dans les zones inondables et l'élargissement des zones étroites ;
- le reprofilage compactage de la route ;
- la mise en œuvre des couches de roulement ;
- l'entretien, la réparation ou la création des petits ouvrages hydrauliques tels que les buses, les caniveaux en terre, les fossés en terre et exutoires, les ponts semi-définitifs ;
- la construction des barrières de pluies ;
- la gestion des barrières de pluies ;
- les interventions de traitement des bourbiers sur les tronçons réceptionnés ;
- la remise en état de la signalisation ;
- la prise en compte de la protection de l'environnement.
- etc.....

N.B. : Nonobstant l'exécution des travaux ci-dessus, l'appréciation de sa qualité sera basée sur la traficabilité de la route concernée en toutes saisons, notamment la saison de pluie. Il sera considéré et pris en compte, la capacité de l'entreprise à maintenir la circulation en saison de pluie.

4. Participation et origine

1. Etre une entreprise ou un groupement d'entreprise du secteur du BTP.
2. Justifier les capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :

- Présenter un dossier administratif conforme;
- Disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;

3. Justifier d'une bonne expérience dans des projets similaires ou des capacités technique et logistique dûment constatées par le MINTP.

5. Remises des offres

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies doivent être remis sous pli fermé et scellé à la Sous-direction des Marchés Publics du Ministère des Travaux Publics, Immeuble Ministériel N°1, 11^{ème} étage, porte 08, le 10/01/2017 à 15 heures précises au plus tard, heures locales avec la mention :

«AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 116 /ASMI/MINTP/2016 DU 16/12/2016 EN VUE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES EN TERRE POUR LE COMPTE DU MINTP AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

6. Composition du dossier

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués et feront l'objet de vérification.

1 : Volume 1 (Pièces administratives)

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner aux Appels d'Offres Nationaux Restreints s'il est présélectionné ;
- l'original de l'attestation de non-redevance;
- une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
- l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP.
- l'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable et précisant l'objet de la soumission et le numéro de l'Appel d'offres
- l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
- l'accord de groupement, le cas échéant.

Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

2-1 : Les moyens humains :

L'entreprise devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel clé composé de :

N°	Personnels clés
1	Conducteur des Travaux, Ingénieur des Travaux du génie Civil ou plus (Bac + 3 minimum) ayant au moins trois (03) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics et ayant au moins un (01) projet à ce poste dans le domaine de l'entretien des routes en terre ou des travaux routiers similaires;
2	Chef de chantier No1 (Chaussée/Terrassement), Technicien Supérieur de Génie Civil, ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics ou Ingénieur des Travaux de Génie Civil, ayant au moins trois (03) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics et au moins un (01) projet au poste de chef de chantier dans le domaine de l'entretien des routes en terre ou rurales ou des travaux routiers similaires ;
3	Chef de chantier No2 (Ouvrages/Assainissement), Technicien Supérieur de Génie Civil ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics ou Ingénieur des Travaux de Génie Civil, ayant au moins trois (03) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics et au moins un (01) projet au poste de chef de chantier dans le domaine des ouvrages d'art ou des travaux similaires ;
4	Responsable du Laboratoire Géotechnique, Technicien de Génie Civil ayant au moins Cinq (05) ans ou un Technicien Supérieur du Génie Civil ayant trois (03) ans d'expérience pratique dans le domaine de laboratoire géotechnique et au moins un (01) projet à ce poste dans le domaine de l'entretien des routes en terre ou des travaux routiers similaires;
5	Responsable Administratif : Bachelier ou plus ayant au moins un (01) an d'expérience générale.

NB : - On entend par « travaux routiers similaires », les projets d'entretien courant des routes en terre principales ou rurales.

- Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées à savoir :

- le curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente;
- l'attestation de présentation de l'original du diplôme de chaque personnel signée par l'Autorité Administrative compétente;
- l'attestation de disponibilité signée de chaque personnel ;
- l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour le personnel proposé au poste de conducteur de travaux.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour le personnel considéré, la note zéro(0).

2-2 : Les références de l'entreprise

L'entreprise devra fournir les documents attestant qu'elle a réalisé avec succès au cours des dix (10) dernières années au moins deux (02) projets dans le domaine de l'entretien des routes en terre ou rurales ou de travaux routiers similaires.

Pour être validée, chaque référence, devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de l'extrait du contrat comportant les 1ère, 2ème, 3ème et 4ème pages, ainsi que les pages des détails estimatifs et celles de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles;
- Le procès-verbal de réception des travaux et/ou l'attestation de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage ou ses services.

2-3 : Les moyens logistiques techniques et matériels

Le candidat doit justifier la possession en propre ou en location les moyens logistiques, techniques et matériels ci-après :

- Un compacteur à rouleau vibrant
- Un compacteur manuel ou plaque vibrante
- Deux véhicules de liaison pick-up
- Deux camions bennes
- Un Camion-Citerne à eau
- Une Pelle chargeuse
- Une Niveleuse
- Une moto-pompe
- Une bétonnière
- Groupe électrogène
- Le matériel de laboratoire géotechnique de base (densitomètre, moule proctor, dames proctor, balances, série de tamis).

NB : La localisation dudit matériel doit être précisée étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d’Ouvrage, en cas de besoin.

2-4 : L’autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général de l’entreprise, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s’assurer de l’existence du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l’exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d’Ouvrages concernés.

7. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

1 : Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Dossier technique incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- N’avoir pas présenté un conducteur des Travaux ayant la qualification exigée dans le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d’Intérêt ;
- Non satisfaction d’au moins 18 critères sur l’ensemble des 26 critères essentiels.

2 : Critères essentiels

- Personnel clé (sur 11 points) ;
- Les références du candidat (sur 2 points) ;
- Moyens logistique et matériel (sur 13 points).

L’avis d’Appel d’Offres restreint à lancer à la suite de cette sollicitation à manifestation d’intérêt tiendra lieu de résultat de la pré-

8. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d’Intérêt peuvent être obtenus tous les jours ouvrables au « Ministère des Travaux Publics, Direction des Affaires Générales, Sous-direction des Marchés Publics, Immeuble 11^{ème} étage, porte 08, Téléphone +237 222 22 95 11.

9. Evaluation et publication des résultats

Les entreprises retenues à l’issue de cette évaluation seront consultés pour les Appels d’Offres Nationaux Restreints relatifs aux travaux d’entretien courant de certaines routes en terre du Réseau Routier National conformément au Décret N°2004/275 p. 10 des Marchés Publics du Cameroun

YAOUNDE le 10

NGANOU DJOU

HÔPITAL GÉNÉRAL DE DOUALA

COMMUNIQUÉ D'ATTRIBUTION N°015/AONO/HGD/CIPM/2016 DU 19/12/2016 RELATIF À L'APPEL D'OFFRE N°013/MSP/AONO/HGD/CIPM/ 2016 DU 25/10/2016

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Douala communique :

La Société S.S.M. CAMEROUN Sarl, BP 11624 YAOUNDE, a été retenue pour la fourniture et mise en service d'un laser multispot à pompage optique semi-conducteur avec un ensemble de petits équipements pour service d'ophtalmologie de l'Hôpital Général de Douala.

Pour un montant de **93 990 334 F CFA TTC** et un délai d'exécution de **quatre (04) mois**.

Cette entreprise est invitée à la Direction Générale de l'Hôpital Général de Douala pour l'établissement de son projet de marché.

Par ailleurs, les sociétés dont les offres n'ont pas été retenues sont priées de passer les retirer sous quinzaine à l'adresse ci-dessus. Passé ce délai, elles seront détruites.

DOUALA le 19 Décembre 2016

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

DR BELLEY PRISO Eugene

HÔPITAL GÉNÉRAL DE DOUALA

COMMUNIQUÉ D'ATTRIBUTION N°016/AONO/HGD/CIPM/2016 DU 19/12/2016 RELATIF À L'APPEL D'OFFRE N°015/MSP/AONO/HGD/CIPM/ 2016 DU 25/10/2016

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Douala communique :

La Société TRACTAFRIC EQUIPEMENT CAMEROUN, BP 4017 DOUALA, a été retenue pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'un groupe électrogène de 500 KVA équipé d'un inverseur de redondance « groupe 1 – groupe 2 » à l'Hôpital Général de Douala.

Pour un montant de **70 044 245 F CFA TTC** et un délai d'exécution de **Quatre (04) mois**.

Cette entreprise est invitée à la Direction Générale de l'Hôpital Général de Douala pour l'établissement de son projet de marché.

Par ailleurs, les sociétés dont les offres n'ont pas été retenues sont priées de passer les retirer sous quinzaine à l'adresse ci-dessus. Passé ce délai, elles seront détruites.

DOUALA le 19 Décembre 2016

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

DR BELLEY PRISO Eugene

AGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE

COMMUNIQUE N° 021/AER/DG/DARH/SDA/SM/2016 PORTANT ATTRIBUTION DE LA LETTRE-COMMANDE POUR LA SURVEILLANCE ET LA SÉCURISATION DES PERSONNES ET DES BIENS DE L'AER POUR L'EXERCICE 2017. N°006/AONO/AER/DG/CIPM/2016DU 20/10/2016

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

A l'issue de la procédure de passation des marchés suite à l'Appel d'Offres National Ouverte N°006/AONO/AER/DG/CIPM/2015 du 20/10/2016 pour la surveillance et la sécurisation des personnes et des biens de l'AER pour l'Exercice 2017.

Le soumissionnaire ESSOKA SECURITY COMPANY LTD B.P : 2178 BAMENDA Tel : 699 6218 96 est déclaré adjudicataire au montant TTC de Quarante-Sept Millions Six Cent Cinquante-Deux Mille Trois Cent (47 652 300) francs CFA, pour un délai d'exécution de douze (12) mois.

Les entreprises dont la soumission n'a pas été retenue sont priées de passer retirer les copies de leurs offres dans un délai de 15 jours au Service des Marchés de l'AER ; passé ce délai, les offres seront purement et simplement détruites.

YAOUNDE le 16 Décembre 2016

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

MOUSSA OUSMANOU

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**COMMUNIQUE N°026/C/FEICOM/DG DU16-12-2016 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE
L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 008/AONR/FEICOM/CIPM/2016 DU 30 MAI 2016 POUR LE
RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE GESTION
ÉLECTRONIQUE DES FONDS DOCUMENTAIRES DU FEICOM.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

**LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE
(FEICOM),**

Communique :

Par décision **N°026/D/FEICOM/DG** du_16-12-2016

La société ci-après a été déclarée adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres sus cité.

ADJUDICATAIRE	PROPOSITION FINANCIERE TTC (FCFA)	DELAI D'EXECUTION
ICCSOFT S.A. BP : 4124 YAOUNDE TEL (+237) 697 95 95 50/ 222 23 41 26	69 999 750	06 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Le responsable de ladite Société est invité dès publication du présent communiqué, à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM à retirer la décision d'attribution dudit marché. En outre, l'adjudicataire a 72 heures pour souscrire au dit marché.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine dès parution du présent communiqué, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'ARMP.

Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 16 Décembre 2016

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Camille Philippe

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

DECISION N°048.36/D/CUD/SG/DIVMAP/2016 PORTANT RÉSILIATION DU MARCHÉ N° 0102/M/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 NOTIFIÉ LE 29 JUIN 2015 PASSÉ APRÈS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°192/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 DU 21 OCTOBRE 2014 AVEC OASIS MOTORS S.A POUR L'ACQUISITION DU MATÉRIEL ROULANT ET ENJINS LOURDS POUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA — LOT N° 2

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DELEGUE DU GOUVERNEMENT AUPRES DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE DOUALA GRAND OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DE LA VALEUR;

- Vu La constitution ;
- Vu La Loi N°2009/011 du 10 Juillet 2009 portant Régime Financier des Collectivités Territoriales Décentralisées ,
- Vu La Loi N°2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;
- Vu Le Décret N°2012/074 du 08 Mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics;
- Vu Le Décret N°2012/075 du 08 Mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics;
- Vu Le Décret N°2009/055 du 06 Février 2009 portant nomination du Dr NTONE NTONE Fritz, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala ;
- Vu Le Décret N°2004/275 du 24 Septembre 2004 portant Code des Marchés Publics en ses Articles 97, 98, 100, 101, 102 et 103 relatifs à la résiliation ;
- Vu Les dispositions des Articles 57, 58, et 59 du Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux Marchés Publics des Travaux mis en vigueur par Arrêté N°033/CAB/PM du 13 Février 2007;
- Vu L'ordre de service N°000102/OS/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/2015 signé le 07 Mai 2015 et notifié le 25 Mai 2015 prescrivant la livraison des fournitures pour un délai d'exécution **d'un** (01) mois ;
- Vu La Correspondance n°007942/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE5 du 10 Novembre 2016 du Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics recommandant entre autres la résiliation à l'amiable du contrat sus-évoqué conformément aux dispositions de l'Article 101 du Décret n°2004/275 du 24 Septembre 2004 sus mentionné;
- Vu Le procès verbal de réunion tenue le 21 Novembre 2016 entre la Communauté Urbaine Douala, le Maître d'oeuvre HYDRAC S.A et le Cocontractant OASIS MOTORS S.A relative à une résiliation à l'amiable du marché susmentionné du fait de la non livraison à ce jour des fournitures ;
- Vu Les inscriptions budgétaires ;
- Considérant les nécessités de service

DECIDE

Article 1.- La présente Décision porte résiliation du Marché N° 0102/M/PR/MINMAP/CCPMAG/2014 notifié le 29 Juin 2015 passé après appel d'offres National Ouvert n°192/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 du 21 Octobre 2014 avec OASIS MOTORS S.A pour l'acquisition du matériel roulant et engins lourds pour la Communauté Urbaine de Douala — Lot n° 2.

Article 2.- Conformément d'une part, aux dispositions de l'article 101 du Code des Marchés Publics, et au contenu du procès verbal de la réunion du 21 Novembre 2016 susvisé, d'autre part,

OASIS MOTORS S.A

BP. : 12570 Douala,

Tél: 233 08 39 80/233 08 39 39 78,

N° Contribuable : M060900028030Z

Ne peut prétendre à aucune indemnité de la part de la Communauté Urbaine Douala suite à la présente décision.

Article 3.- La présente Décision porte Main Levée de la Caution d'Avance de démarrage

n°LG/10/ECMSM/15 délivrée le 03 Juillet 2015 et du Cautionnement Définitif n°LG/13/ECMSM/15 délivré le 20 Aout 2016 par ECOBANK CAMEROUN S.A comme garantie de l'exécution de ses obligations.

Article 4.- Le Secrétaire Général, l'Inspecteur Général des Services, le Directeur de l'Entretien des Infrastructures Routières, des Réseaux et de la Mobilité, le Receveur Municipal et le Chef de la Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution de la présente Décision.

Article 5.- La présente Décision sera enregistrée, puis publiée partout où besoin sera. /?

DOUALA le 16 Décembre 2016

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION

N°74/CW/DG/DSCM/CTR/2016 DU 12/12/2016 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT D'ATTRIBUTION APRÈS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°019/AONO/CAMWATER/DSCM/CIPM/2016 DU 11/10/2016 RELATIF AUX TRAVAUX DE CÂBLAGE LOGIQUE ET ÉLECTRIQUE ONDULÉ ABRITANT LE SIÈGE SOCIAL ET LES AGENCES RÉGIONALE DE LA CAMWATER.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER)

par DECISION N° 074/CW/DG/DSCM/CIPM/CTR/2016 **DU 12 /12 /2016 Communiqué**

L'attributaire selon le montant et délai ci-après:

LOT	Entreprise	Montant francs CFA TTC	Délai d'exécution
LOT UNIQUE	SECEL BP 15685 DOUALA	126 778 338	03 mois

Le soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter à la Division du Suivi des Consultation et des Marchés pour la finalisation du dossier y afférent.

Par ailleurs, Les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions au Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés auprès de la CAMWATER sous quinzaine, faute de quoi celles-ci seront purement et simplement détruites.

NB: Pour avoir accès à la DECISION N° 074/CW/DG/DSCM/CIPM/CTR/2016 DU 12 /12 /2016. Télécharger la pièce d'origine.

DOUALA le 12 Décembre 2016

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

ONDOA AKOA Alphonse Roger

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU LITTORAL

COMMUNIQUE N°060/C/PR/MINMAP/DR-LT/SMAS/EEE DU 13/12/16 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°043/037-B/AONO/MINMAP/DR-LT/SMAS/CRPM-LT/2016, DU 21/10/2016. POUR LA FOURNITURE DE DEUX VEGETES MOTORISEES ET DEUX MOTEURS DE SECOURS A LA MISSION DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE MARITIME(M DEPECAM) FINANCEMENT: BUDGET DE LA MIDEPECAM, EXERCICE 2016

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Délégué Régional des Marchés Publics du Littoral, **Autorité Contractante**, porte à la connaissance du public que :

Par Décision N°060/D/PR/MINMAP/DR-LT/SMAS/EEE/2016 du 13/12/16 ,

L'entreprise dont le nom suit est déclarée attributaire du Marché relatif à la Demande de Cotation susmentionnée pour les montants et délai suivants :

Entreprise	Montant TTC lu lors du dépouillement (FCFA)	Montant TTC corrigé (FCFA)	Délai (mois)
Ets. BABBA MOCTAR , BP 3730 Douala, Tel 670 108 080	49 846 500	49 846 500	Un (01) mois

Le représentant de ladite entreprise est invité à se présenter à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Littoral, sise à l'immeuble de la Sous-Préfecture de BONANJO, dans un délai de sept (07) jours à compter de la date de publication du présent communiqué, en vue de la souscription de son projet de Marché.

Passé ce délai, l'attribution sera purement et simplement annulée.

NB: Pour avoir accès à la Par Décision N°060/D/PR/MINMAP/DR-LT/SMAS/EEE/2016 du 13/12/16. Télécharger la pièce d'origine.

DOUALA le 13 Décembre 2016

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

SAÏDOU HAMASSEO

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU LITTORAL

**COMMUNIQUE N°061/C/PR/MINMAP/DR-LT/SMI/EEE DU 19/12/16 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°044/DCO/DRMAP-LT/CRPM-LT/2016, DU 31/10/2016, RELATIVE AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTÉ INTÉGRÉ À MANKWA, DANS L'ARRONDISSEMENT DE MELONG, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, RÉGION DU LITTORAL.
FINANCEMENT: PNDP III (IDA)/COMMUNE DE MELONG, EXERCICE 2016**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Délégué Régional des Marchés Publics du Littoral, **Autorité Contractante**, porte à la connaissance du public que :

Par Décision N°061/D/PR/MINMAP/DR-LT/SMI/EEE/2016 du 19/12/16 ,

L'entreprise dont le nom suit est déclarée attributaire du Marché relatif à la Demande de Cotation susmentionnée pour les montants et délai suivants :

Entreprise	Montant TTC lu lors du dépouillement (FCFA)	Montant TTC corrigé (FCFA)	Délai (mois)
Ets. ATELEWA, BP 67 BANGANGTE, Tel 677 211 101	53 850 000	53 850 000	Trois (03) mois

Le représentant de ladite entreprise est invité à se présenter à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Littoral, sise à l'immeuble de la Sous-Préfecture de BONANJO, dans un délai de sept (07) jours à compter de la date de publication du présent communiqué, en vue de la souscription de son projet de Marché.

Passé ce délai, l'attribution sera purement et simplement annulée.

Par ailleurs, les soumissionnaires ci-après, n'ont pas été retenus pour les motifs suivants :

N° d'ordre	Soumissionnaire	Montant TTC Lu lors du dépouillement (FCFA)	Montant TTC corrigé (FCFA)	Motifs d'élimination
01	Ets FEUKOUN& FILS NDJOM SARL	-----	-----	Offre déposée après l'heure prévue
02	ETS LE PRIMORDIAL	42 823 410	42 823 410	Insuffisance de la note technique requise

Ces soumissionnaires sont par ailleurs invités à passer retirer leurs soumissions sous quinzaine, dès publication du présent communiqué. Passé ce délai, leurs offres seront détruites.

Le présent communiqué tient lieu de mainlevée de caution pour les soumissionnaires non retenus.

NB: Pour avoir accès à la Décision N°061/D/PR/MINMAP/DR-LT/SMI/EEE/2016 du 19/12/16. Télécharger la pièce d'origine

DOUALA le 19 Décembre 2016

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

SAÏDOU HAMASSEO

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMUNIQUE N°004/CI/FEICOM/DG DU 16-12-2016 DÉCLARANT LA DEMANDE DE COTATION N°013/DC/FEICOM/CIPM/2016 DU 28 OCTOBRE 2016 POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN SERVICE D'UN LOGICIEL SPSS D'ANALYSES STATISTIQUES POUR L'OBSERVATOIRE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL GILBERT BIWOLE DU FEICOM, INFRUCTUEUSE.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM),

Porte à l'attention de l'entreprise ETS NATCHA, qu'à la suite du dépouillement, son offre a été jugée irrecevable du fait de l'absence de la production des références similaires exigées par ladite Demande de Cotation, au point 5 intitulé participation et origine.

Aussi, déclare-t-il la Demande de Cotation sus citée, Infructueuse en conformité au point III.A de la Circulaire N°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics.

Par ailleurs, l'intéressée est invitée à retirer ses offres sous quinzaine dès parution du présent Communiqué à l'exception de l'exemplaire destiné à l'ARMP. Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 16 Décembre 2016

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

AKOA Camille Philippe

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**DECISION N°026/D/FEICOM/DG DU 16 DEC 2016 PORTANT ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF À
L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 008/AONR/FEICOM/CIPM/2016 DU 30 MAI 2016 POUR LE
RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION
ÉLECTRONIQUE DES FONDS DOCUMENTAIRES DU FEICOM**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du Travail ;

Vu la loi n°99/016 du 22 décembre 1999 portant Statut Général des Etablissements Publics et des entreprises du Secteur Public et Parapublic ;

Vu le décret n°2000/365 du 11 décembre 2000 portant réorganisation du FEICOM, modifié et complété par le décret n°2006/182 du 31 mai 2006 ;

Vu le décret n°2006/299 du 20 septembre 2006 portant nomination de Monsieur **AKOA Philippe Camille**, Directeur Général du FEICOM ;

Vu le décret n°2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N°008/AONR/FEICOM/CIPM/2016 du 30 Mai 2016 pour le recrutement d'un cabinet en vue de la mise en place d'un système de gestion électronique des fonds documentaires du FEICOM.

DECIDE :

Article 1er : La Société **ICCSOFT S.A, BP : 4124 Yaoundé TEL (+237) 222 234 126 / 697 959 550**, est déclarée adjudicataire du marché relatif au recrutement d'un cabinet en vue de la mise en place d'un système de gestion électronique des fonds documentaires du FEICOM, pour un montant de **soixante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent cinquante (69 999 750) Francs CFA TTC** et pour un délai d'exécution de **six (06) mois** à compter de la notification de l'ordre de service de commencer l'exécution des prestations.

Article 2 : Le responsable de ladite Société est invité à se présenter à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM pour l'établissement du marché correspondant.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 16 Décembre 2016

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Camille Philippe

PUBLICITÉ

Service e-JDM
JDM Electronique

Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE
CNE Electronique

Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant
ou
Point Focal

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**): B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- Annuel 49.000 FCFA TTC
- Semestriel 25.000 FCFA TTC
- Trimestriel 15.000 FCFA TTC
- Mensuel 10.000 FCFA TTC

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.
(**) quartier, rue, etc....

LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur **Smartphone/ Tablette / PC**

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière

www.armp.cm

e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !